LE CAPITAL
ET
LE TRAVAIL

Conférence donnée par

Monsieur Noël Bernier
AVOCAT
Président de l'Association d'Education des Canadiens-français du Manitoba

Sous les auspices de l'Union Canadienne, de Saint-Boniface, le 8 février 1920

PRIX: 10 SOUS

Publié par
LE COMITE DE PROPAGANDE LaVERENDRYE
DE L'A.C.J.C.
39, avenue Provencher, Saint-Boniface, Man.

P331.1
B457

LE CAPITAL
ET
LE TRAVAIL

Conférence donnée par

Monsieur Noël Bernier
AVOCAT
Président de l'Association d'Education des Canadiens-français du Manitoba

Sous les auspices de l'Union Canadienne, de Saint-Boniface, le 8 février 1920

PRIX: 10 SOUS

Publié par
LE COMITE DE PROPAGANDE LaVERENDRYE
DE L'A.C.J.C.
39, avenue Provencher, Saint-Boniface, Man.

HB
501
B4
S

B.Q.R.
NO. 3855

Le Capital et Le Travail

Monseigneur,

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Malgré les propos encourageants qu'on tient ici à tous nos conférenciers quand on les invite à prendre la parole, et malgré les liens de cordialité—permettez-moi donc de dire les liens d'agréable intimité—qui m'unissent à cet auditoire, j'aborde mon sujet avec une grande circonspection.

Le Capital et le Travail: c'est une thèse qui a fait couler beaucoup d'encre; hélas! qui a fait couler surtout beaucoup de sang.—Et nous ne règlerons pas la question ce soir. J'apporte cependant ma faible contribution dans l'espérance qu'elle aidera un peu à la diffusion parmi nous de quelques saines idées de plus. Dans la construction d'un édifice il y a plusieurs hiérarchies d'ouvriers: il y a ceux qui ont dessiné les lignes altières du temple, il y a ceux qui élèvent le temple lui-même; parmi les plus obscurs ouvriers il y a ceux qui apportent les matériaux. Je suis l'un de ces derniers, et j'apporte une pierre à la structure sociale que je souhaite pour mon pays.

* * *

Il y a un peu plus d'un mois, le *Free Press*, de Winnipeg, publiait la dépêche suivante:

"*On vient de commencer l'érection d'une grande fabrique d'allumettes à Berthier (Québec); l'usine coûtera dès maintenant deux millions de piastres; on*

51532

y emploiera éventuellement jusqu'à mille ouvriers. Les promoteurs de l'entreprise sont des capitalistes américains, qui ont choisi la province de Québec surtout parce que, d'après les économistes, la situation ouvrière y est plus stable et plus sûre qu'ailleurs."

Cette dépêche met en un relief saisissant un état de choses fort honorable pour notre race: dans la période tourmentée que nous traversons, ceux qui cherchent un exemple de ce que peut faire la discipline morale; ceux qui ont intérêt à ce que l'ordre règne en Amérique du Nord; ceux qui veulent avoir le spectacle de populations heureuses, vivant dans la justice et la tranquillité—tous ceux-là, dis-je, peuvent encore, malgré les commotions mondiales auxquelles nous assistons, se tourner en toute confiance vers notre vieille province catholique et française de Québec.

Et c'est ici le lieu de féliciter aussi nos propres ouvriers canadiens-français de Saint-Boniface de l'attitude calme et modérée qui fut la leur en dépit d'une ère de dépression terrible et en dépit d'événements capables d'émouvoir même les intelligences les plus froides. Cette conduite louable (qui n'a pas passé inaperçue) elle fut, du reste, celle de l'ouvrier canadien-français dans toutes les provinces de la Confédération. Bien certainement nos ouvriers seront appelés à jouer un rôle notable et des plus bienfaisants dans l'apaisement des esprits et dans le relèvement matériel de tout le pays.

* * *

Oui, Mesdames et Messieurs, nous nous trouvons au Canada face à face avec le problème économique; et ce problème, on devra l'aborder sans retard, avec prudence, avec honnêteté, franchise et courage.

Commençons par une parole d'optimisme: a[illegible] de la bonne volonté, le Canada surmontera les difficultés qui sont semées sur sa route. Et nous aurons la prospérité Notre pays est jeune; il est vaste comme un empire; la Providence y a rassemblé des richesses littéralement fabuleuses: terres à culture, forêts, cours d'eau, pêcheries, pouvoirs hydraulques, fourrures, mines, charbonnages,—tout cela nous a été donné avec profusion. Notre population est clairsemée; nous avons à peine commencé de travailler—pour nous servir de l'expression sortie il n'y a pas bien longtemps de la bouche d'un des directeurs du Pacifique Canadien, "*Nous avons à peine effleuré le sol*". Pays fortuné qui peut ainsi promettre de l'ouvrage à tous ceux qui voudront travailler; pays fortuné, qui possède, chez lui, le quoi nourrir, vêtir et loger sa population sans av[illegible] besoin, dans le strict nécessaire, des marchés de l'extérieur; pays fortuné qui peut limiter ses importations à peu près aux articles de luxe; pays fortuné qui se trouve au centre de l'univers, qui a deux océans comme routes d'exportation et qui a comme marchés naturels à la fois l'orient et l'occident.

* * *

D'où vient donc le malaise actuel? Et comment décrire le mécontentement général? On constate que le coût de la vie augmente toujours... sans pouvoir comprendre.

Nous sommes par excellence le pays du pain, puisque nos champs produisent annuellement des centaines de millions de minots de blé; or nous payons notre pain plus cher que le peuple de Londres, qui nous achète notre blé.

Nous avons au Canada des troupeaux nombreux et des paturages abondants, et nous payons la viande des prix de famine.

Par quelle arithmétique phénoménale, illustres financiers! expliquez-vous que nos cultivateurs paient leurs instruments aratoires, fabriqués dans l'Ontario, plus cher qu'on ne paie en Europe ces mêmes machines expédiées à des milliers de milles de distance et chargées de douane en arrivant de l'autre côté?

Financiers, nous avons au Canada des forêts qui comptent parmi les plus prolifiques du monde; nous avons du ciment à mettre tout le territoire en pyramides d'Egypte. Pourquoi le bois de construction coûte-t-il si cher? Pourquoi le ciment coûte-t-il si cher?

J'abrège la liste. Tout augmente, augmente, dans des proportions qui il y a dix ans eussent paru de la folie.

On donne des explications—des bonnes et des mauvaises. On dit que cette hausse des prix est une des conséquences de la guerre, et dans une certaine mesure c'est vrai. Il y a des stocks de marchandises qui se sont épuisés; c'est ainsi que nous avons été privés des lainages de l'Angleterre, des tweeds écossais, des teintures d'Allemagne, des articles de pharmacie de France et de maints produits des pays balkaniques; la main d'oeuvre ici même s'est faite plus rare; l'expertise dans chaque métier a exigé des rémunérations plus grandes—tout cela c'est vrai. Mais ce qui est vrai, également, c'est que sur le monde gémissant dans les convulsions de la guerre une épaisse nuée d'oiseaux de proie s'est abattue.

Lorsque dans un conflit armé, le choc des troupes s'est produit; lorsque le champ de bataille est devenu un vaste cimetière, les corbeaux viennent tournoyer au-dessus des cadavres, et puis, ils fondent dessus.

Quand une conflagration ou un raz-de-marée a bouleversé une ville et que les habitants épouvantés cherchent leurs morts dans les débris, les corbeaux surgissent encore, et il faut leur disputer la chair et les os de ceux qui ont péri.

L'univers, devenu une cité d'horreur, a vu apparaître aussi les sinistres corbeaux. Certains messieurs, possédant sur la terre ferme des résidences splendides, sur les fleuves et sur l'océan des yachts princiers, dans les banques des millions d'un métal dur et solide, ces messieurs, dis-je, se sont révélés des oiseaux de proie. C'est le propre des circonstances graves de mettre à nu les coeurs, de les montrer tels qu'ils sont. Avant cette heure du destin—une heure inconnue—les instincts restent cachés, sommeillent peut-être, mais ils sont là! Vous savez cette page attristée du "*Paradis Perdu*" où Milton décrit les mauvais anges: même avant leur chute, certains anges préféraient déjà le pavé de lames d'or du ciel aux impalpables, mais indicibles beautés de la voûte.

Sous le feu de l'artillerie ennemie, dans le crépitement d'un incendie, dans un naufrage, il y a des âmes qui s'élèvent immédiatement vers les plus sublimes régions du sacrifice; il y en a d'autres qui trahissent, du coup, leur indigence morale: leur poltronnerie, ou leur cruauté, ou leur égoïsme devient un péril pour leurs compagnons; et souvent il faut régler ces tristes personnages à coups de pistolet.

Entendons-nous, il ne s'agit pas, ici, de nous débarrasser de nos "profiteurs" à coups de pistolet; mais il faut flétrir leurs appétits déshonorants, et il faut, si c'est possible, imposer une limite à leur voracité. Ce n'est pas être révolutionnaire ou bolcheviste que d'exiger de nos gouvernements qu'ils mettent enfin les profiteurs à la raison. Il serait temps de montrer à nos corbeaux que le vaste espace bleu du ciel appartient non seulement aux oiseaux de proie mais aussi aux autres oiseaux—à ceux dont les ailes sont petites et frêles comme à ceux dont les ailes sont larges et robustes; il serait temps de montrer à nos oiseaux de proie que la Providence des oiseaux a ménagé même au timide passereau sa part des grains des champs, un peu de l'eau du ruisseau, quelques brins d'herbe pour se faire un nid et une branche pour reposer son aile.

On peut appeler "profiteurs" ceux (donnons quelques exemples) qui font du 50% sur la chaussure, comme la chose a été prouvée dans une enquête faite à Ottawa; on peut appeler "profiteurs" ceux qui font du 100% sur les remèdes, comme la chose a été constatée à Toronto; on peut appeler "profiteurs" ceux qui font du 150% sur la farine; on peut appeler "profiteurs" ceux qui font monter sans aucune espèce de mesure le prix de la viande.

Pour quelques piastres de plus, des hommes déjà riches, des heureux de ce monde, ont fait que des familles se sont privées de manger de la viande excepté à des intervalles tristement réglés d'avance; ils ont fait cette chose infiniment dégradante de réduire la ration de lait de petits enfants et de femmes débiles; ils ont fait que de pauvres diables ont marché dans

nos rudes hivers sans s'être suffisamment vêtus ou chaussés. Vous connaissez le vieux dicton latin: "*Homo homini lupus: l'homme est un loup pour l'homme*". En sommes-nous encore réellement là, après vingt siècles de christianisme?

L'Ecriture Sainte représente le mauvais riche sous la forme d'un animal carnassier qui a couvert de son corps les dépouilles de ses victimes et qui, les mâchoires ensanglantées, crie sans cesse: "Apporte, apporte." Nul repas pris à même ces chairs pantelantes ne le peut rassasier. Plus il dévore et plus il veut dévorer.

Nos "profiteurs" d'aujourd'hui appartiennent indiscutablement à la race de ces fauves. Ils possèdent considérablement, et ils veulent posséder davantage. Ils ont le lourd instinct du métal. Pour se rendre de leurs somptueuses demeures à leurs somptueux bureaux, ils coudoient tout un peuple qui fourmille dans le travail obscur et pénible. Que leur fait la plainte palpitante de la masse, de cette tourbe malheureuse et lamentable? Rien. En vain les prières montent elles pressantes du fond de la géhenne humaine; en vain les pères de familles réclament-ils pour leurs femmes et leurs petits enfants de la nourriture, du vêtement, du combustible, à des prix de chrétiens! On sent toujours, mystérieuse et invisible, une main qui contrôle le marché, qui opère au profit de la Finance avec un F majuscule.

Eh bien! Appelez cela comme vous voudrez; ayez sur la spéculation et sur la Bourse toutes les théories que vous voudrez, moi j'appelle cela de la tyrannie. Comment parle le dictionnaire? *Tyrannie: domina-*

tion usurpée et illégale. Autrefois on employait ce mot surtout contre les rois, les ducs et les barons qui envahissaient les domaines des rois, des ducs et des barons voisins et s'emparaient des biens de ceux qui s'opposaient à leurs déprédations; on peut l'appliquer avec une égale justesse à tous les trafiquants modernes dont les profits dépassent les bornes du raisonnable.

Dites-moi, par exemple, si l'on ne peut classer parmi les tyrans les hommes dont il est fait mention dans cette dépêche transmise à la presse canadienne en novembre dernier:

"L'ex-secrétaire McAdoo, du département du Trésor à Washington, déclare que les profits réalisés en une seule année par les propriétaires de mines de charbon des Etats-Unis ont atteint en certains cas de 800 à 2,000 pour cent des capitaux placés par eux dans ces entreprises extraordinaires."

Dites-moi si l'on ne peut classer parmi les tyrans les hommes dont il est fait mention dans cette autre dépêche que je trouve dans un journal de l'Est en date du 20 janvier dernier:

"Londres, 20.—La découverte faite par le comité central des profits exagérés que les commerçants de coton anglais et les filateurs ont fait 1,000 pour cent de profits intéresse directement les Canadiens Pour ce qui a trait à la laine spécialement, elle explique la rareté et le prix élevé des vêtements au Canada."

On s'est révolté autrefois contre les rois coupables de domination outrée; le peuple se révolte aujourd'hui contre le mauvais riche. De tous côtés le Capital et le Travail sont violemment aux prises. Il y a des grèves partout, quelquefois des chocs sanglants. Les foules se tournent vers les chefs de gouvernements et

demandent la fin de cet état de souffrance dans le présent et d'anxiété pour l'avenir.

Les vrais remèdes?

Voulez-vous que nous en examinions quelques-uns ensemble? L'affirmation peut paraître téméraire, mais les remèdes ne sont pas introuvables. Le malheur c'est qu'on ne veut pas toujours les appliquer parce que les appliquer ce serait gênant pour beaucoup de préjugés, pour beaucoup de passions, pour beaucoup de haines et pour beaucoup de lamentables orgueils. Je compare pour l'instant le corps social au corps humain, et je dis: ce qui est surtout malade, *c'est le coeur*, beaucoup plus que la tête. Si on avait le coeur assez bon, si on avait l'âme assez noble pour faire ce que la raison prescrit clairement, les trois quarts de nos problèmes économiques se trouveraient résolus immédiatement. En un mot, ce qui manque le plus, c'est l'esprit de justice.

Or, comment ramener dans nos sociétés malades et inquiètes cet esprit de justice?

D'abord par le retour à l'idée religieuse. La religion, elle est commode non seulement comme viatique pour l'éternel voyage de l'au-delà, mais aussi comme facteur de paix en ce monde. La religion, elle est commode non seulement pour permettre aux individus de bien mourir, mais aussi pour permettre aux sociétés de bien vivre. Je me place ici strictement au point de vue de ceux qui veulent la tranquillité et la prospérité sur la boule terrestre et j'affirme sans hésiter: *Le plus merveilleux des traités d'économie politique, c'est l'Evangile.*

Où trouverez-vous ailleurs un livre qui contienne

des axiomes de cette clarté rayonnante, de cette sérénité et de cette probité:

(a) Aime ton prochain comme toi-même.

(b) Le bien d'autrui tu ne prendras ni retiendras sciemment.

(c) Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît à toi-même.

C'est une immense contribution à la paix sociale que de donner à l'humanité de si équitables règles de vie. Et ces doctrines devraient, il nous semble, mériter à la religion qui les énonce, qu'on la regardât comme très utile et qu'on l'enseignât libéralement dans toutes les écoles. Même aux seules fins d'assurer leur propre sécurité et la tranquillité publique, il doit paraître à tout homme de sens et de raison que les gouvernements devraient essayer de répandre chez leurs administrés ces enseignements qui sont si bien faits pour créer le respect de tous les ordres légitimement établis.

Et remarquez que la religion ne se tient pas seulement dans les généralités! Par ses chefs, c'est-à-dire par ceux qui ont mission d'en divulguer la lettre et l'esprit, elle a depuis longtemps assigné à chacun ses droits et ses devoirs; elle a, en plus de l'énoncé des préceptes, donné l'exemple des plus fécondes initiatives. Nous, catholiques, pouvons être fiers du rôle de notre Sainte Eglise dans l'histoire de la question sociale. Je ne referai pas cette histoire, mais on peut affirmer que de tout temps l'Eglise, qui avait débuté en portant le coup de mort à l'esclavage, a contribué largement au bien-être matériel des peuples tout en pourvoyant à leur ministère spirituel. C'est l'Eglise.

en particulier, qui a été la grande initiatrice de ces corporations ouvrières du moyen-âge, qu'on a méconnues par la suite, mais dont on retrouve aujourd'hui les linéaments dans les systèmes d'assurance-vie, de boni, de secours mutuels que les maisons de commerce et l'industrie fondent actuellement avec une rapidité croissante pour le bénéfice de leurs employés.

Plaçons-nous immédiatement en pleine époque contemporaine: il n'est personne, parmi ceux qui ont étudié les événements des trente dernières années, qui puisse méconnaître la clairvoyance et la fermeté avec lesquelles l'Eglise catholique est intervenue dans la question ouvrière. Quiconque se pénétrerait des enseignements de Rome sur ce complexe problème y trouverait des solutions lumineuses.

Ecoutez comment l'Eglise définit les devoirs de chacun et voyez vous-même si le bonheur universel ne découlerait pas spontanément de l'observance loyale de tels préceptes:

"Il ne peut y avoir de Capital sans Travail, ni de Travail sans Capital. La concorde engendre l'ordre et la beauté; au contraire, d'un conf perpétuel il ne peut résulter que la confusion de lu es sauvages."

Voici ce que l'Eglise dit particulièrement de l'ouvrier:

"Il doit fournir intégralement et fidèlement tout le travail auquel il s'est engagé par contrat libre et conforme à l'équité; il ne doit point léser son patron, ni dans ses biens ni dans sa personne; ses revendications mêmes doivent être exemptes de violences et ne jamais revêtir la forme de séditions; il doit fuir les hommes pervers qui dans des discours artificieux lui suggèrent des espérances exagérées et lui font de

grandes promesses qui n'aboutissent qu'à de stériles regrets et à la ruine des fortunes."

Voici maintenant pour le Capital:

"Quant aux riches et aux patrons, ils ne doivent point traiter l'ouvrier en esclave..... ce qui est inhumain et honteux, c'est d'user l'homme comme un vil instrument de lucre, de ne l'estimer qu'en proportion de la vigueur de ses bras....

"Défense encore aux maîtres d'imposer à leurs subordonnés un travail au-dessus de leurs forces, ou en désaccord avec leur âge ou leur sexe.

"..... parmi les devoirs principaux du patron, il faut mettre au premier rang celui de donner à chacun le salaire qui lui convient..... ce qui serait un crime à crier vengeance au ciel serait de frustrer quelqu'un du prix de ses labeurs... Que le patron et l'ouvrier fassent donc tant et de telles conventions qu'il leur plaira, qu'ils tombent d'accord notamment sur le chiffre du salaire, AU-DESSUS DE LEUR VOLONTE, IL EST UNE LOI DE JUSTICE NATURELLE PLUS ELEVEE ET PLUS ANCIENNE, A SAVOIR QUE LE SALAIRE NE DOIT PAS ETRE INSUFFISANT A FAIRE SUBSISTER L'OUVRIER SOBRE ET HONNETE."

Et qu'est-ce que l'Eglise dit aux financiers, aux fondateurs des trusts, à tous les grands maîtres de l'argent:

"..... les riches doivent s'interdire religieusement tout acte violent, toute fraude, toute manoeuvre usuraire qui serait de nature à porter atteinte à l'épargne du pauvre, et cela d'autant plus que celui-ci est moins apte à se défendre, et que son avoir, pour être petit, revêt un caractère sacré."

Ce que je viens de lire, ce sont des extraits de l'encyclique *Rerum Novarum* publiée en 1889 par Léon XIII. Cette encyclique est regardée à juste titre comme le résumé de toute la théologie et la philosophie

catholiques sur cette question du Capital et du Travail. Quand elle parut elle fut dans le monde entier l'objet d'un ardent éloge. Le *Times*, de Londres,—un journal protestant—déclara que l'encyclique *Rerum novarum* respirait "*LA CHARITE CHRETIENNE ET UNE BONNE VOLONTE QUI, SI ELLE ETAIT IMITEE ET PARTAGEE PAR BEAUCOUP, RESOUDRAIT PRESQUE LES QUESTIONS INDUSTRIELLES DE L'EPOQUE.*".....

En France un économiste fameux comme Anatole Leroy-Beaulieu fit un livre pour commenter et appuyer le document papal. M. Emile Ollivier, l'ancien premier-ministre de Napoléon III, un homme d'Etat qui ne s'accorda pas toujours avec Léon XIII, donna cette appréciation:

"*Dans cette encyclique, Léon XIII s'est surpassé; il n'a jamais été aussi bien le Pape de la lumière et de l'harmonieuse sérénité. Ces pages sont une merveille d'élévation, de justesse, de mesure, d'élégant et fort langage, de délicate et ferme pondération d'intérêts et d'idées contradictoires.*"

Or, Mesdames et Messieurs, vous l'avez constaté, quelle est la substance de cette pièce magistrale? Ceci: Le Capital et le Travail devraient se regarder non pas comme des ennemis, mais comme des amis indispensables l'un à l'autre. Nous touchons ici à la moëlle de toute la question. A quoi en effet servirait tout le numéraire de nos banques si la main d'oeuvre s'arrêtait tout à coup? Et ces grands chemins de fer, que vaudraient-ils à leurs actionnaires sans l'armée de mécaniciens, de chauffeurs, de serre-freins, de débardeurs et de cheminots qui assurent le mouvement des trains; que vaudrait l'usine, avec tout le génie qu'il

a fallu pour en monter les machines s'il n'y avait des hommes en bras de chemise pour faire fonctionner les machines?

Mais, à leur tour, que pourraient ces ouvriers, avec toute leur force musculaire et même toute leur intelligence d'adaptation, si on n'avait inventé pour eux ces machines? Se rendent-ils tous également compte, ces ouvriers, que sans Gutenberg, Schoeffer, et les autres, qui ont inventé l'imprimerie, des millions d'hommes, disséminés sur toute la terre, ne gagneraient pas aujourd'hui leur pain quotidien dans la confection des journaux et des livres? Se rendent-ils compte que sans l'inventeur Bessmer, qui a trempé l'acier, les usines de Transcona ou des Vulcan Iron Works seraient de fort modestes boutiques? Se rendent-ils compte que sans Robert Fulton, qui appliqua le premier la vapeur à la navigation, les neuf dixièmes du commerce océanique n'existerait pas, et que les millions de mineurs qui extraient du fer pour la construction de ces grands vaisseaux, et les centaines de milliers de matelots qui montent ces navires, seraient obligés de se pourvoir ailleurs? Les ouvriers électriciens—et s'ils sont nombreux—savent-ils qu'ils doivent des actions de grâces quotidiennes à Volta, Ampère, Morse, Branly et Marconi? Combien d'ouvriers gagnent aujourd'hui du salaire du fait des applications scientifiques de Thomas Edison? Tous les outils aujourd'hui, depuis les engins colossaux des grands chantiers maritimes jusqu'aux instruments de fine bijouterie, sont des objets de précision dans lesquels il entre de la physique, de la trigonométrie, des équations algébriques et des propositions de géométrie.

Voyez ce compte rendu succinct de l'une des dernières séances de l'Académie des Sciences à Paris—séance du 1er décembre 1919:

"*M. d'Arsonval a annoncé, hier, à l'Académie des sciences, une grande découverte: La synthèse industrielle de l'ammoniaque, c'est-à-dire la fixation de l'azote destinée à nourrir nos céréales et tous nos végétaux. C'est le fertilisant par excellence et à bon marché mis à la disposition de notre agriculture.*

"*L'inventeur est M. Georges Claude, dont on connait les belles découvertes sur les gaz liquides.*

"*Le procédé nouveau réalise d'énormes avantages, et notamment en ce qui est des proportions minimes des appareils sur les procédés et les gigantesques appareils allemands.*

"*MM. Abraham et Bloch ont découvert un procédé de cinématographe extrêmement rapide — 50,000 clichés par seconde — pour l'observation scientifique des phénomènes rapides.*

"*M. Foreau présente ses travaux sur l'observation de l'atmosphère.*"—Echo de Paris, 2 *décembre* 1919.

L'un des derniers numéros du *Correspondant* contenait une longue étude sur un procédé nouveau d'amélioration du béton et sur l'industrie textile. Qui de vous ne connaît la revue *Scientific American* et les services qu'elle rend sans cesse dans le domaine de la vie industrielle en Amérique?

Tout cela, toute cette science appliquée, fournie à l'humanité par les savants à grands prix d'études et d'argent, c'est du capital, et les ouvriers ne peuvent s'en passer, pas plus que le navire, précisément, ne peut se passer de la boussole et du compas. Bref, il faut toujours frapper la même note; il faut répéter avec l'encyclique *Rerum Novarum* ces paroles essentielles: "*Les deux classes ont un impérieux besoin*

l'une de l'autre." En d'autres termes, la fraternité entre les hommes est une valeur économique indispensable.

Nous avons dit un mot, tantôt, de la province de Québec; nous y revenons avec bonheur comme vers un oasis au milieu d'une terre désolée. La province de Québec est une illustration de ce que peuvent produire de bienfaisant les principes chrétiens appliqués à la vie économique des nations.

Je n'ignore pas qu'il y a parfois, même dans la province de Québec, des divergences de vues entre le Capital et le Travail; je n'ignore pas qu'il y a eu une grève sérieuse à Montréal il y a un mois, mais il faut examiner les choses dans leur physionomie générale, non pas dans leurs incidents particuliers. Or, dans l'ensemble, y a-t-il au Canada une province où le bien-être soit plus équitablement réparti? Y a-t-il au monde un peuple qui jouisse d'une tranquillité plus profonde et plus réelle?

Si nos ouvriers canadiens-français veulent continuer, dans leurs rapports avec leurs patrons et dans l'organisation de leurs syndicats, de se conduire selon les maximes de l'Evangile; s'ils veulent continuer de respecter les règles de la morale, de la sobriété, de la probité dans leur métier; s'ils veulent continuer d'écouter leurs admirables chefs spirituels, le clergé de la province de Québec peut, sans hésiter, prendre, vis-à-vis ces ouvriers, l'engagement moral qu'ils auront toujours du travail, que leurs familles vivront toujours dans l'aisance et que jamais le long du Saint-Laurent on n'assistera à ces chômages en masse qui ravagent périodiquement d'autres contrées.

De leur côté, si les chefs de l'industrie quebecoise veulent toujours se rappeler que l'ouvrier a droit à de bons gages, à des ateliers salubres, à des heures de travail raisonnables, le clergé de notre race peut prendre aussi, vis-à-vis ces patrons, l'engagement moral qu'ils auront toujours dans leurs employés des auxiliaires fidèles et loyaux et que jamais leurs usines ne seront entourées par des bandes tumultueuses et menaçantes.

Une des conclusions qu'on doit tirer de la tranquillité qui existe dans la province de Québec et de l'agitation qui existe dans les autres provinces, c'est que ceux, au Canada, qui ont banni la religion de l'école sont grandement responsables des désordres auxquels nous assistons depuis quelques années. Les chefs de gouvernements sont coupables, les législatures sont coupables, la presse est coupable, le public instruit est coupable, d'avoir décrété, voté, prêché et subi cette déchristianisation stupide: ce sera même plus tard un sujet d'étonnement et de scandale que nos universitaires, nos magistrats, nos hommes de profession et nos "*clergymen*" des provinces anglaises aient laissé des hommes ignorants et pervers essayer d'enterrer ce Dieu qui peut se passer de nous beaucoup plus facilement que nous ne pouvons nous passer de lui.

* * *

Si le retour à l'idée religieuse est le premier remède à la situation, il en est d'autres aussi. Et parmi ceux-là, mentionnons une *action publique* plus vigoureuse de la part de ceux qui se croient lésés.

Nous disons: une *action publique*, une campagne d'éducation sur la masse, au lieu des coups de force

de certains chefs ouvriers ou des méthodes sournoises de la Finance.

A quel spectacle assistons-nous? La Finance, qui a les dents longues et les doigts crochus, se livre à de savantes jongleries avec les chiffres, lance dans le public des canards qui font monter ou descendre les valeurs de la Bourse, frelate sa marchandise, enfin, dissimule ses profits derrière des états financiers laborieusement cuisinés. Vous vous rappelez cette réponse à la fois naïve et brutale arrachée à un manufacturier de l'Est canadien à qui l'on reprochait ses réticences devant une commission d'enquête: "*Notre manufacture n'a pas été fondée pour la gloire de Dieu, mais pour le bénéfice de ses actionnaires.*"

L'ouvrier, lui, qui voit que son budget devient de plus en plus insuffisant, s'inquiète, s'agite, s'irrite et, quelquefois, par ses chefs, tient des propos et commet des actes qui sont de graves désordres.

Nous évitons à dessein, ce soir, de parler avec trop de précision, car certains chefs ouvriers subissent en ce moment leur procès en cour d'assises à Winnipeg. Nous voulons pour l'instant tout ignorer de la conduite particulière de ces accusés; mais on a voulu cet été — je ne dis pas que ce soit les accusés — nous imposer le régime de la force. Qu'il ait ou non mesuré pleinement la portée de ses directives, le comité de la grève de Winnipeg a posé en mai dernier des actes qui empiétaient sur l'autorité légitimement établie. Pourquoi, par exemple, avoir essayé de règlementer au moyen de ces malheureux "permis" les livraisons de farine, de pain, de lait, de gazoline, et autres objets indispensables? On priva de glace et de téléphone

jusqu'aux hôpitaux. Il fallut même faire des façons à ces messieurs pour enterrer les morts.

Le 17 mai, le *Labor News* contenait des phrases comme celles-ci, — et vous verrez que nous sommes loin de la doctrine de Léon XIII:

"A l'assemblée populaire du parc Victoria.—Le Frère Robinson, secrétaire-trésorier du Conseil des Arts et Métiers, expliqua que la solidarité des travailleurs était d'un bon augure pour le succès de la grève et pour le succès d'une plus grosse bataille, qui s'approchait, et dont l'enjeu était LE CONTRÔLE DE TOUTES LES RESSOURCES DU PAYS."

Mai le 17—tiré du *Labor News* toujours:

"Winnipeg est maintenant gouverné par un Soviet; le siège de l'autorité a été transféré de l'Hôtel-de-Ville au Temple du Travail."

Le même orateur:

"Nous n'aurons pas à faire grève quand nous posséderons et contrôlerons l'industrie—et nous n'abandonnerons pas la bataille avant d'avoir ce contrôle. Les travailleurs ne voient pas pourquoi ils ne posséderaient pas tout et ne jouiraient pas de tout, puisqu'ils produisent tout."

De pareils propos et de pareilles méthodes ne sont pas la vraie riposte à une situation qui, nous l'admettons tous, est criante par bien des côtés pour l'ouvrier. On peut expliquer à la rigueur les coups de force dans les pays où le gouvernement est à base de dictature, où quelques hommes tiennent en main, en permanence et d'une manière arbitraire, des rênes du pouvoir. Mais, ici, au Canada, en régime constitutionnel aussi parfait comme on peut le concevoir, les potentats, les maîtres uniques et inamovibles n'existent pas. Nous sommes appelés à voter fréquemment.

C'est le peuple qui fait et défait les gouvernements. Mettons, si vous le voulez, une marge de proportion raisonnable, pour les coups de surprise, les verdicts escamotés, la fraude électorale, il n'y a pas un cabinet qui puisse tenir longtemps s'il n'a la majorité des électeurs derrière lui.

Toutes les réformes justes et opportunes sont donc possibles avec le bulletin de vote. Que la classe ouvrière pose ses revendications, non pas seulement dans l'enceinte des unions, non pas seulement au Temple du Travail, mais devant tout le public, et le public entendra.

Voyez les cultivateurs — nos *Grain Growers* Traités en parias par le Capital il y a quelques années ils ont cependant gagné leur point. Comment ont-ils procédé? Par des voies régulières et accessibles à tout le monde: ils se sont groupés autour de chefs pondérés, ils ont défini nettement leurs griefs et les ont fait connaître au peuple au moyen de la presse; enfin ils se sont servi du levier électoral. Ils se sont taillé leur vraie place dans l'organisme économique du pays, sans violenter les droits de personne. Les *Grain Growers* ont pu parfois, sortant de leur sphère, commettre des erreurs; mais sur le terrain économique ils ont été tout simplement superbes, pour eux-mêmes et pour tout le pays.

Que fait en ce moment M. Crerar, leur chef? Comme il désire de nouvelles réformes, il parcourt le Canada en faisant des assemblées, expliquant, discutant, argumentant. Il peut avoir tort ou raison sur le fonds des réformes qu'il préconise, mais on n'a pas de reproches à lui faire sur sa manière de procéder;

il a la bonne méthode. A ceux qui pensent autrement que lui de faire aussi des assemblées, de se servir des journaux, et, si possible, d'argumenter mieux que lui.

Qu'on le sache bien dans les milieux ouvriers: le peuple veut le bien-être de la classe ouvrière et il est prêt à donner son appui à toutes les revendications légitimes. Et si l'on savait comme les gouvernements sont dociles quand ils ont devant eux une opinion publique nettement cristallisée!

* * *

Que les chefs ouvriers, donc, au lieu d'essayer, à cause de leurs contestations particulières avec certains patrons, de priver de pain et de lait tout le public, se mettent sérieusement en devoir de renseigner le peuple.

On se plaint parfois qu'on n'est pas écouté, qu'on se fait maltraiter, qu'on est victime de préjugés indéracinables! Est-on toujours sûr d'avoir assez parlé? d'avoir assez plaidé? d'avoir assez fait campagne?

Si j'ai tort, si je suis exagéré, si je suis déraisonnable, je mérite de perdre. Si j'ai raison, je dois faire ma preuve. Et si je proclame réellement la vérité, la justice, le droit, je finirai, avec de la persévérance, par emporter le morceau. Vive Dieu! dans notre pays la masse est encore saine, et quand elle agit mal c'est plutôt par ignorance des faits que par méchanceté.

* * *

Et ici on peut placer une courte parenthèse sur le rôle souverain de la presse. La presse est un outil admirable; la presse devient de plus en plus une puissance. Ceux qui veulent parler à la foule sentent

tous les jours davantage la nécessité de se servir de cette puissance. Montrez-nous, à notre époque, une oeuvre ou un groupement à base de propagande populaire qui ne cherche à se munir d'une bonne presse. Les chefs les plus habiles sont ceux qui aperçoivent le mieux cette efficacité d'un journal alerte.

On s'étonne parfois de certains courants d'idées! Encore une fois, ne sait-on pas que la mentalité publique est précisément ce qu'on la fait? Et une fois la mentalité publique acquise, les réformes viennent au pas de course.

J'ai parié tantôt des *Grain Growers*. Que les chefs ouvriers lisent le livre d'Hopkins Moorhouse intitulé *Deep Furrows*, ils verront comment on façonne d'abord l'opinion publique et comment, ensuite, on arrache aux compagnies de chemins de fer, aux minoteries, aux banques et à tous les mandarins de la Finance les réformes qui sont véritablement des actes de justice.

Avec ce qu'on a dépensé ou perdu d'argent pour organiser la dernière grève on aurait pu fonder une presse de premier ordre. Et ce que cette presse réclamerait maintenant d'opportun, elle le mettrait bientôt en bonne voie de réalisation, surtout si vous tenez compte du mécontentement qui étreint la population canadienne contre un grand nombre de brasseurs d'affaires qui se jugeaient trop vieux pour aller se battre durant la guerre mais qui se jugeaient encore assez jeunes pour rester dans le négoce et se tailler des dividendes à même la misère générale.

Seulement le public a été réfractaire à la grève parce qu'on a voulu opérer par la force; c'était, qu'on

s'en soit alors exactement rendu compte ou non, une des formes de la lutte contre les droits civils d'un peuple; or un peuple se doit de résister aux coups de force, que ces coups de force viennent de monarques aux casques étincelants, ou d'excellences républicaines, ou de messieurs tout cousus d'or ou de meneurs en salopettes. Coups de force dans les palais, coups de force dans la rue, c'est coup de force tout de même, et c'est un assaut contre les libertés populaires.

Il y a deux mois à peine, l'un des grands chefs de la démocratie moderne, un républicain comme il n'y en a pas de plus républicain, M. Clemenceau, parlait dans la vieille ville de Strasbourg redevenue française. Le président du Conseil français s'était rendu dans la capitale de l'Alsace pour exposer le programme du gouvernement à la veille des élections. Son discours n'est pas seulement un manifeste électoral; on voit que l'orateur a voulu en faire comme une charte de liberté humaine. Cela ressemble, par la tournure de l'esprit et par le souffle, aux harangues des grands tribuns de la Constituante. Le vieux Tigre, — je cite ses paroles, — s'y proclame *"un fils de la grande Révolution de Délivrance, dont Rouget de l'Isle à Strasbourg lança par delà le Rhin le retentissant défi."*

Rouget de l'Isle, c'est l'auteur de la *Marseillaise*, qui n'est pas précisément une pastorale. Or savez-vous ce que M. Clemenceau dit dans ce discours aux ouvriers qui veulent employer la force pour améliorer leur sort?

"Il n'y a pas de réforme, si nouvelle qu'elle soit, pour nous effrayer, à condition qu'elle se fonde, dans l'ordre public, sur le respect du droit de chacun. En

revanche, les manifestations de violence ne peuvent être et ne seront jamais tolérées par un gouvernement digne de ce nom.

"..... C'est pourquoi toute tentative de force faite au nom des travailleurs de l'atelier ne rencontrera pas moins d'obstacles que les excès de pouvoir des anciennes oligarchies, qui succombèrent pour avoir cru, comme aujourd'hui certaines organisations ouvrières, que tout leur était permis."

Et M. Clemenceau, après avoir rappelé que le paysan a des droits comme l'ouvrier d'usine, ajoute ceci:

"C'est le paysan sur sa terre qui a fait jusqu'ici le plus sûr fondement de la vitalité française. Il sait que les conditions du travail dans les villes sont tout autres qu'aux champs, et il comprend très bien qu'une organisation appropriée du travail y soit nécessaire. Mais ce qu'il ne peut admettre, c'est l'appel systématique à la violence, à la désorganisation du travail, au ralentissement de la production, c'est l'entreprise avouée de tenir systématiquement la Société sous la terreur du lendemain."

* * *

Ce droit de la société de ne pas être appelée à payer les violons lorsqu'un groupe d'ouvriers se querelle avec le patron, je le trouve lucidement défini dans le beau livre de M. Mackenzie-King intitulé *"Industry and Humanity."* M. Mackenzie King est à la fois un universitaire distingué et un homme de grande expérience pratique. Sur les questions *Capital et Travail* il est sans conteste l'une des autorités du pays. Voici en quelques traits son opinion sur le rôle et les droits de la société en général mis en regard du rôle et des droits particuliers des ouvriers et des patrons:

"Que la Société cesse de remplir le rôle qu'on attend d'elle, et le Travail et le Capital et l'Administration (Management) feront aussi faillite dans l'accomplissement des oeuvres qu'on attend d'eux... L'industrie deviendra comme une immense machine sortie de son agencement. Les pièces de la machine se heurteront en désordre; tôt ou tard la machine arrêtera. C'est la Société qui fournit les ressources naturelles et le pouvoir moteur qui sont à la base de toute production. Les individus peuvent acquérir titre d'une manière ou d'une autre, mais ce titre, il dérive de l'état de société: tous les titres sont le fait du consentement de la Société. C'est la Société, organisée de diverses manières, qui fournit le gouvernement et les relations internationales, qui maintient la loi et l'ordre, qui encourage les arts et les inventions, qui crée l'opinion publique, qui organise, par voie de subside ou autrement, les moyens de transport et de communication, le crédit, la banque, et cetera—toutes choses sans lesquelles la production, sauf une production bien primitive, serait impossible. C'est la Société qui crée la demande, d'où vient le salaire de l'ouvrier, et d'où vient le dividende du Capital.... La Société a droit comme récompense à l'ordre dans l'organisation et le développement de l'industrie."

Ces citations de personnages indiscutablement compétents nous amènent à cette constatation, évidente à l'avance, que la question économique n'est pas uniquement la chose et la querelle du capitaliste et de l'ouvrier. La question économique nous regarde tous; nous avons tous des droits; et, en plus, nous avons tous souffert et nous souffrons tous de la dépression actuelle. Il y a des privations dans la grande majorité de nos foyers canadiens Si l'on observait combien la crise d'avant-guerre et la guerre elle-même ont amené de ruines, du haut en bas de l'échelle! La misère en

redingote! ce qu'elle existe! et comme elle est triste aussi! et comme elle se fait sentir partout. Nous connaissons des patrons, saines intelligences et braves coeurs, qui se débattent depuis cinq ans dans des difficultés terribles.

Tous ensemble nous traversons une épreuve. Par conséquent il nous importe à tous de réclamer de nos chefs d'Etat des mesures, dont les modalités peuvent varier, mais dont la teneur doit être celle-ci: la fixation d'un prix maximum pour les comestibles essentiels; la taxation des profits réalisés à même la fabrication de certaines marchandises, la taxation, veux-je dire, de ce qu'on a appelé les "profits de guerre"; un contrôle vigilant sur les entrepôts frigorifiques, de manière à ce qu'on y emmagasine les denrées périssables au profit du consommateur et non pour faciliter les flibusteries de l'agioteur.

Mais ce qui est surtout urgent c'est qu'on amende le code criminel de manière à pouvoir traîner au banc des accusés ceux qui font *abus* de profits au moyen de ces scandaleux accaparements que la langue anglaise appelle excellemment les *corners*. Aux Etats-Unis et en France notamment, des lois pénales de cette nature ont été édictées; et les prix sur les objets visés ont baissé aussitôt. Les prix ont baissé, les abus ont diminué, parce qu'on applique les châtiments. Il fait plaisir de lire dans son journal un petit texte comme celui-ci; c'est tiré de la *Presse de Paris* du 21 novembre dernier:

"*Spéculateurs condamnés.—Quatre marchands de beurre en gros de la région de Beauvais: M. Emile Commien, de Gournay-en-Bray, 52 ans; Mmes Marie*

Sire, de Thieuloy-la-Ville, 35 ans; Henriette Pidoux, de Forges-les-Eaux, 58 ans, et Céline Labitte, de Formerie, 56 ans, ont été condamnés, par le tribunal correctionnel, à six mois de prison et 10,000 francs d'amende pour hausse illicite. Alors que le cours normal variait de 9 à 10 fr., ils payaient le beurre de 18 à 20 fr, le kilo aux paysans pour le revendre 25 et 30 fr. dans les régions libérées du Nord."—Presse de Paris, 21 novembre 1919.

Quand on aura au Canada pincé quelques-uns de nos *shylocks* titrés et sirés sur tous les sens; quand on aura envoyé en prison quelques-uns de nos grands "corbeaux", même s'ils sont chevaliers de l'Ordre très honorable de Saint-Michel et de Saint-Georges, il y a des chances que les choses s'améliorent rapidement.

* * *

Tout ce que nous venons d'énumérer peut se classer surtout sous le titre de principes généraux et de moyens préventifs.

Il y a aussi les moyens qu'on pourrait appeler moyens de création.

Le premier de ces moyens de création, c'est le retour en masse à la terre. La province la plus saine du Canada, économiquement, c'est la province de Québec; or on y fait une exploitation agricole intense. L'industrie laitière, à elle seule, a donné à la province de Québec, l'an dernier, $61,000,000. Le grand effort dans Québec, la grande croisade, actuellement, c'est de verser sur la campagne le trop plein des villes. On fonde des fermes. Il n'y a pas de plus efficace moyen de régler la crise ouvrière.

Ajoutez à l'agriculture, l'exploitation de nos grandes forêts du nord; de nos pêcheries, qui comptent

parmi les plus riches du monde; la mise en valeur de beaucoup de mines et charbonnages encore improductifs, la culture maraîchère — bref, il y a Canada de l'ouvrage de pur défrichement national pour cent ans à venir, et nous pouvons loger comfortablement une population de plus de cent millions d'hommes.

Dans le domaine particulier de l'industrie manufacturière, il faut dire, répéter, crier cette vérité, au sujet de laquelle on ne peut comprendre qu'il y ait divergence d'opinion: *la production doit être intense pendant plusieurs années à venir; il faut donc travailler avec acharnement;* c'est la loi économique, pour notre pays comme pour tous les autres pays.

Nos cultivateurs ont allongé leurs heures de travail. En Allemagne, les ouvriers, au lieu de réclamer la diminution des heures, se sont imposé deux heures de travail supplémentaire par jour. Nous n'insistons pas; nous mentionnons les faits; qu'on tire soi-même, pour les situations générales, une conclusion raisonnable.

* * *

Nous voudrions parler d'un autre moyen de récupération; il viendra de la masse du peuple, celui-là: c'est l'épargne.

Ce qu'on gaspille en notre pays! Nous avons pratiqué, depuis 20 ans, dans la vie publique et dans la vie privée, ce qu'on a appelé la *danse des écus.* Les gouvernements, à côté d'oeuvres nécessaires, ont commis des extravagances; le peuple a commis des extravagances; le capital a commis des extravagances; souvent les chefs d'industries, pour se bâtir prématurément des châteaux, ont immobilisé du capital qu'ils

auraient beaucoup plus utilement employé à la circulation générale.

Un Européen nous disait, pas plus tard qu'il y a trois mois: "*Si on ménageait ici comme on ménage en France et en Belgique, dans 25 ans, avec les ressources énormes du Canada, vous regorgeriez de capitaux pour toutes vos entreprises nationales; vous sortiriez de la liste des nations qui empruntent hors de chez elles, et vous tiendriez vous-même comptoir sur le marché du monde.*"

Il faut bien l'avouer, en effet: avant la guerre nous ne savions pas ce que c'était qu'un capital national; pour construire un aqueduc ou un pont de deux cent mille piastres, nos villes canadiennes allaient quelquefois emprunter à Montréal ou à Toronto, mais trop souvent aussi elles allaient à New-York. Nos gouvernements, c'était entendu, sortaient à tout coup du Canada quand il fallait trouver quelques millions. Cela nous étonne un peu aujourd'hui. La guerre nous a révélé ce fait, absolument insoupçonné jusqu'ici, que la population canadienne peut mettre chaque année à la disposition du Trésor national et de l'industrie des centaines de millions.

Entrons dans le domaine des petites bourses et des petits horizons. Pouvons-nous sincèrement nous rendre le témoignage que dans nos foyers nous n'avons pas été trop prodigues, même pendant la guerre? Je ne précise pas: je respecte trop la liberté d'autrui pour préciser. Mais soyons francs: si elles ne s'étaient livrées à des dépenses parfois exagérées, un bon nombre de familles n'auraient-elles pu faire quelques petites provisions pour l'avenir? Bien des embarras

d'argent ne sont-ils pas venus de ce qu'on avait fait comme la cigale: trop chanté, et pas assez travaillé et pas assez mis de côté.

Vivons bien, commodément, abondamment si vous le voulez; la parcimonie est un vice ennuyeux, monotone, complètement dépourvu d'élégance; mais soyons prévoyants, soyons gens d'affaires, soyons gens de bon sens. Nous sommes trop jeunes, comme familles privées et comme peuple, pour dépenser sans compter ou même pour nous livrer à des immobilisations de capital comme on peut s'en permettre dans les pays qui ont derrière eux des siècles d'accumulation.

* * *

Nous parlons ce soir de l'ouvrier. Quelle serait, pour l'ouvrier, la ligne de démarcation entre une vie de dépense permise et une vie de prodigalité exagérée? On a versé du sang, même au Canada, autour de ce point d'interrogation. Humblement, il nous semble que la base du règlement définitif de cette irritante question serait à peu près celle-ci:

Qu'on donne à l'ouvrier canadien des gages qui lui assurent pour lui et sa famille:

1o—Une maison confortable, qui lui appartienne, s'il le désire; vêtement et nourriture entièrement adaptés à nos rudes climats; récréation légitime.

2o—Ce qui est nécessaire à la création d'un fonds de réserve pour la maladie, les vieux jours, l'éducation et l'instruction des enfants.

En deça de ces limites c'est un état d'indigence qui n'a pas sa raison d'être.

* * *

Nous venons de prononcer ces mots: *maladie*,

vieux jours, établissement des enfants. C'est reconnaître à l'ouvrier le droit de se créer un avoir—de se faire un capital. Nous ne mentionnons ici que pour la forme. Monsieur le Président, ces thèses avancées du socialisme qui visent à tout mettre en commun au profit de la collectivité. Nous avons à Winnipeg même des doctrinaires qui marmottent entre leurs dents ces idées subversives, qui ont fait banqueroute chaque fois qu'on a essayé de les faire passer dans le domaine de la pratique.

Je parle ici devant un auditoire catholique — un auditoire nourri, par conséquent, de doctrines d'une équité parfaite. Certaines questions, quand on les pose nettement, font sourire.

Est-il dans cette salle un ouvrier qui consentirait à donner demain matin le titre de sa demeure à un comité quelconque sous prétexte que dans ce bas monde le partage doit être égal entre tous?

Est-il un ouvrier qui livrerait demain matin son compte de banque, ses polices d'assurances et ses meubles pour que tout cela rentrât dans une masse commune?

Est-il un ouvrier qui consentirait à recevoir la même compensation pour son travail que l'ouvrier maladroit, paresseux ou intempérant?

Le socialisme, poussé à ses conclusions logiques, fait table rase du droit de posséder selon son mérite, non seulement pour ceux qu'on appelle capitalistes, mais aussi pour l'ouvrier et pour sa famille. C'est l'égalité — l'égalité dans la ruine. C'est le régime actuel de la Russie. Et voyez le spectacle qu'il donne, cet infortuné pays, avec son gouvernement soviétiste

et son socialisme intégral appliqué à la solution des problèmes économiques. Il faut remonter au siège de Jérusalem pour retrouver les horreurs de Petrograd et de Moscou.

Et voulez-vous savoir, vous qui vous faites vanter le bolchevisme jusqu'en plein Winnipeg, voulez-vous savoir quelle liberté ce bolchevisme accorde même à ceux qui veulent s'en réclamer? Les mitrailleuses et les canons!

Ecoutez deux lignes, parues dans l'*Echo de Paris* du 26 juillet dernier:

"*Les Bolcheviks répriment les grèves en Russie. —Tout en fomentant l'agitation ouvrière dans le reste de l'Europe, les Bolcheviks répriment impitoyablement les grèves en Russie. Ainsi, le commissaire Nevsky est allé avec une division de tirailleurs, réprimer la grève dans une trentaine d'entreprises de la ville de Tver, qui était sans eau, sans lumière, sans tramways, sans journaux. Nevsky interdit tous les meetings, arrêta les imprimeurs, et sous la menace des canons et des mitrailleuses, il obligea les grévistes à reprendre le travail. En même temps, il réquisitionna le dixième des ouvriers pour les enrôler dans l'armée rouge.*"

Reconnaissons-le, ou plutôt, constatons-le avec satisfaction: c'est encore au Canada où les choses se sont le moins gâtées. Il y a ici beaucoup de réformes à opérer, mais il ne s'agit pas pour nous, heureusement, de relever les ruines; il s'agit plutôt de conjurer des périls menaçants et de guérir des maladies qui ne sont pas encore rendues à l'état aigu. C'est aux éléments pondérés dans chaque groupement et dans chaque partie du pays à s'organiser.

Vous, ouvriers catholiques et ouvriers de langue française, dont la conduite fut toujours digne, vos concitoyens s'adressent à vous en toute confiance. Vous avez une boussole pour vous conduire: c'est l'infaillibité de votre Eglise dans l'énonciation des principes généraux qui déterminent vos devoirs. Tant que vous suivrez la théologie de votre curé, nous n'aurons rien à dire, ou plutôt nous aurons à dire quelque chose et ce sera pour vous appuyer.

Et puis, affirmez-vous dans les unions dont vous faites partie. Il est urgent que dans ces unions des hommes énergiques fassent régner l'ordre, la modération et la probité.

Le droit de grève? On ne doit pas chercher à nier à l'ouvrier le droit de grève,—pourvu que la grève se fasse pour des motifs sérieux; pourvu qu'on ait essayé de la prévenir par la conciliation, et par l'arbitrage en certains cas; pourvu qu'elle soit exempte de violence; pourvu qu'elle ne lèse pas les droits généraux du public. Nous nous rappelons des grèves, survenues à Winnipeg même, qui étaient opportunes à cause de l'entêtement et de l'avarice des patrons; ces grèves eurent de bons résultas.

Mais encore ici, ouvriers chrétiens et partisans de l'ordre, ne souffrez pas que des agitateurs irréfléchis vous fassent coopérer à leurs oeuvres de ruine et d'oppression.

Plusieurs centaines d'ouvriers catholiques et français appartenant aux deux côtés de la rivière Rouge pourraient, ayant à leur tête des chefs clairvoyants, exercer la plus salutaire influence au Temple du Travail. Il y a parmi les unionistes qui ne sont pas de

notre foi beaucoup d'hommes qui ne réclament rien que de juste et qui seraient heureux de s'allier à nos ouvriers catholiques pour tenir en respect les pêcheurs en eau trouble.

Vous avez, Messieurs, un patrimoine de vérité; vous devez en faire l'aumône, la charité, aux autres groupements de ce pays d'enseignement si faux et si périlleux pour les esprits. Vous êtes les plus éclairés par la véritable instruction. Vous vous devez à vous-mêmes, vous devez à vos familles, et vous devez à la population au milieu de laquelle vous vivez de travailler au maintien de cette chose si rare et si précieuse, de cette vertu civique indispensable, qui s'appelle: LE JUSTE MILIEU.

* * *

Voilà, Monsieur le Président, quelques idées que je crois saines; je vous remercie de m'avoir fourni l'occasion d'en faire l'exposé.

Ce que nous pouvons dire ici dans Saint-Boniface est peut-être condamné à peu de retentissement. N'importe. Tenons libre de miasmes notre propre atmosphère; faisons en sorte qu'il y ait chez nous l'esprit qu'il faut; occupons-nous de chez nous. Pour moi je pense sous ce rapport comme pensait Chanteclerc, le coq fameux d'Edmond Rostand:

... je chante pour mon vallon en souhaitant
Que dans chaque vallon un coq en fasse autant.

Ecoles Neutres et Programmes Scolaires

Par Sa Grandeur Monseigneur Arthur Béliveau

L'unité: 5 sous par la poste.
La douzaine: 50 sous, plus les frais de poste.
Le cent: $4.00, plus les frais de poste.

Le Capital et Le Travail

Par Monsieur Noël Bernier

L'unité: 10 sous par la poste.
La douzaine: $1.00, plus les frais de poste.
Le cent: $8.00, plus les frais de poste.

On peut se procurer encore au Comité de Propagande LaVérendrye de l'A.C.J.C., 39, avenue Provencher, toutes les brochures et les tracts qui se publient à Montréal et à Québec.

Toute commande est payable d'avance au

COMITE DE PROPAGANDE LA VERENDRYE DE L'A.C.J.C.

39 AVENUE PROVENCHER

SAINT-BONIFACE MANITOBA